

AFFAIRES... DURABLES



Robert Tessier, l'actuel président de Gaz Métro, a fait du développement durable une priorité pour le distributeur gazier.

PHOTO ROBERT MAILLOUX, LA PRESSE ©

GAZ MÉTRO

Du bleu au vert

VÉRONIQUE BOUVIER

Le développement durable ne doit pas être tributaire de la santé financière de l'entreprise. Tel est le credo de Robert Tessier qui s'apprête à quitter Gaz Métro, en février prochain, après dix ans à sa présidence. Dix années pour ajouter au bleu de Gaz Métro une touche de vert.

À l'heure des bilans, Robert Tessier se dit «assez fier de la politique de développement durable de la compagnie. C'est désormais la signature génétique de l'entreprise».

Mission accomplie? «Pour le développement durable, Gaz Métro est vraiment bien positionnée», estime Patrick Laprise, chercheur à la chaire de responsabilité sociale et de développement durable de l'UQAM. «Elle a beau jeu dans ce domaine.»

C'est sous l'impulsion de son PDG que Gaz Métro décide de s'aligner sur les objectifs du protocole de Kyoto. «Nous avons été parmi les premiers à adopter une philosophie et des mesures concrètes à cet égard», dit M. Tessier. En 1996, notre première grande intervention a été de décider de réduire de 20% nos émissions de gaz à effet de serre.»

Gaz Métro s'est attaqué d'abord aux sources mêmes de ses «émissions dites fugitives» en investissant 80 millions pour rénover son réseau souterrain. «Il y avait encore à Montréal un réseau de fonte, propice aux fissures, précise-t-il. 300 km ont été rempla-

cés entièrement de 1997 à 2001.»

L'opération a permis à l'entreprise de réduire de 23,9% ses émissions de gaz à effet de serre. «Nous sommes aujourd'hui au-delà de nos objectifs. Et nous avons l'un des réseaux les plus jeunes en Amérique du Nord», constate le président.

Consommer moins et mieux

L'année 2000 a marqué une étape cruciale pour l'entreprise qui a été le premier distributeur gazier au Canada à être certifié de la norme environnementale ISO 14 001. Sur sa lancée, Gaz Métro s'est doté d'un Plan global en efficacité énergétique (PGEE). «On

vieilles fournaies rejettent dans l'atmosphère 30% de leur input alors que les chaudières modernes ont une efficacité énergétique de 95%», précise M. Tessier.

Pour convaincre ses clients, l'entreprise a mis en place un régime incitatif offrant des réductions tarifaires. Et elle a redistribué une partie de ses revenus dans un Fonds en efficacité énergétique géré par ses partenaires, afin de développer de nouvelles initiatives pour l'enveloppe des bâtiments.

Au total, 20 000 clients de Gaz Métro ont participé au PGEE de 2000 à 2005. C'est l'équivalent de la production de CO₂ de 26 000

« En 1996, notre première grande intervention a été de décider de réduire de 20 % nos émissions de gaz à effet de serre. »

maisons unifamiliales qui a été éliminé.

Robert Tessier croit nécessaire de conserver ce cap, bon an, mal an. Même si, de son propre aveu, la dernière année n'a pas été des plus faciles. «Nos volumes se réduisent et nous sommes régis par des tarifs avec un profit qui est très lourdement déterminé par des taux d'intérêt à long terme.»

N'est-ce pas, alors, paradoxal de promouvoir les économies d'énergie auprès de ses clients et par conséquent une baisse de la consommation? «Non, rétorque-t-il. Ça n'a jamais effleuré le C.A.

Robert Tessier croit nécessaire de conserver ce cap, bon an, mal an. Même si, de son propre aveu, la dernière année n'a pas été des plus faciles. «Nos volumes se réduisent et nous sommes régis par des tarifs avec un profit qui est très lourdement déterminé par des taux d'intérêt à long terme.»

N'est-ce pas, alors, paradoxal de promouvoir les économies d'énergie auprès de ses clients et par conséquent une baisse de la consommation? «Non, rétorque-t-il. Ça n'a jamais effleuré le C.A.

Robert Tessier croit nécessaire de conserver ce cap, bon an, mal an. Même si, de son propre aveu, la dernière année n'a pas été des plus faciles. «Nos volumes se réduisent et nous sommes régis par des tarifs avec un profit qui est très lourdement déterminé par des taux d'intérêt à long terme.»

de mettre les économies d'énergie de côté. On est un animal un peu particulier. Ce sont des choses qui rentrent dans nos grands paramètres des coûts acceptables.»

Quant aux raisons de la faible popularité du gaz au Québec, le président de Gaz Métro évoque le prix de l'électricité. «Le gel des prix a été désastreux. Il a induit des comportements de trop consommer et de mal consommer.»

L'entreprise réagit en diversifiant ses activités. «On essaie de trouver des investissements qui ont un effet contre-cyclique», explique M. Tessier. Ce que l'on fait à droite ne nuit pas à gauche.»

L'énergie éolienne l'intéresse, l'électricité aussi. En témoigne l'achat de Green Mountain Power, distributeur électrique du Vermont, par Gaz Métro en juin dernier. «Gaz Métro joue sur le terrain d'Hydro-Québec. Elle est à l'avant-garde», commente Patrick Laprise, spécialiste des politiques environnementales des compagnies énergétiques à l'UQAM.

De son côté, l'entreprise s'est dotée d'un programme de gestion de l'efficacité énergétique de ses immeubles. Son siège social a été entièrement rénové en 2004 selon la norme LEED (Leadership in Energy and Environmental Design) des bâtiments durables.

À l'intérieur, le recyclage passe du papier aux cartouches d'encre. Sans oublier les pneus des véhicules utilisés par les employés de Gaz Métro. L'entreprise a même lancé une campagne «Wô les moteurs» pour inciter le personnel à éviter le ralenti inutile des véhicules. «Changer les comportements prend beaucoup d'éducation», dit le président. Les employés ont réagi rapidement et très bien.»

Rabaska, une épine dans le pied ?

VÉRONIQUE BOUVIER

Seule ombre au tableau: le projet Rabaska d'un terminal méthanier à Lévis plonge Gaz Métro dans la controverse. En septembre dernier, 93 résidents ont déposé une requête au civil pour contester la légalité et la conformité du projet.

«Ça n'a rien à voir avec un effet de pollution, on est dans un gros phénomène de "Pas dans ma cour"», réagit Robert Tessier. La population de Lévis est très majoritairement en faveur du projet. Mais il est difficile de concilier l'intérêt national avec l'impact local.»

Pour Gaz Métro, ce terminal dont la mise en service est prévue en 2010, serait le premier au Québec. «Il s'agit de l'avenir du Québec, dit le président de Gaz Métro. Si on veut développer le Québec, ça prend une économie bien alimentée en énergie et à la bonne énergie. Si l'on veut créer de la valeur, il faut augmenter la position du gaz naturel pour libérer des capacités électriques qu'on peut vendre en dehors de la province.»

Quant à la protection de l'environnement, Robert Tessier défend son dossier. «On n'est pas arrivé là par accident, c'était déjà une zone industrialo-portuaire. On a tout fait pour rendre le site visuellement acceptable avec l'enfouissement partiel des réservoirs. Pour le quai, il n'y a rien à faire. Le gaz ne se livre pas par sous-marin!» lance-t-il, visiblement agacé.

Devant le BAPE

Le projet Rabaska, qui regroupe Gaz Métro, Gaz France et Enbridge, prévoit un investissement de 840 millions de dollars. Il vient de prendre le chemin du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) pour y être étudié en janvier.

Malgré tout, le président de Gaz Métro reste confiant. «Le BAPE jugera du projet et des moyens mis en œuvre. Pour le Québec, si le gaz naturel n'entre pas par le Saint-Laurent, il entrera par le Nouveau-Brunswick. Si l'on ne profite pas du fleuve, on va payer le prix pour ça», soutient-il.

En cas d'échec du projet Rabaska, cela signifierait-il l'arrêt des projets de développement méthanier pour la compagnie? «Je vais laisser à d'autres le soin de continuer. Mais je présume qu'on ne recommencerait pas demain matin.»



TOUT EST LIÉ.

Alcan salue les entreprises qui jouent un rôle actif dans le développement social et environnemental des communautés dans lesquelles elles sont présentes.

LIÉE AU QUÉBEC. LIÉE À LA PLANÈTE.

